

RECRUTE

UN.E DIRECTEUR.RICE GÉNÉRAL.E ADJOINT.E DES SERVICES Optimisation, Sécurisation, Ressources pour la Direction Générale des Services à temps complet

Cadre d'emplois des attachés ou ingénieurs (catégorie A)

Titulaire ou Contractuel de droit public en contrat à durée déterminée de 36 mois

Située dans le Lot, limitrophe des départements de l'Aveyron et du Cantal, la Communauté de Communes du Grand-Figeac est un territoire disposant d'un environnement préservé, d'une économie très dynamique et d'un patrimoine naturel et bâti remarquables.

Maillon structurant essentiel du territoire, le Grand-Figeac met en œuvre de très nombreuses compétences allant de la culture, à la santé, en passant par la voirie, le développement économique, la petite enfance et l'aménagement du territoire. Riche de 242 agents, la Collectivité accompagne et mobilise chaque jour les acteurs du territoire par les différentes politiques mises en œuvre.

Vous aussi, venez apporter vos compétences professionnelles et participer à ce travail collectif dans un cadre propice à l'épanouissement professionnel et familial.

Placé.e sous l'autorité du Président du GRAND-FIGEAC et de la Directrice Générale des Services, vous assisterez, dans un cadre délégué et collégial, la DGS dans les fonctions de Direction et de pilotage de la stratégie relevant des secteurs d'intervention suivants : affaires juridiques, commande publique, Assemblées, optimisation et pilotage budgétaire, cartographie des risques et sécurité des process.

Missions principales du poste

• Sécurité juridique de la Collectivité

- Avec l'appui d'une chargée de mission, piloter les affaires juridiques de la Collectivité, assurer la sécurité des actes et des actions de la Collectivité, notamment en matière de commande publique et contrats d'assurance.
- Assurer le suivi direct des dossiers à enjeu ou sensibles ainsi que la veille juridique des dossiers réglementaires afin d'anticiper les changements impactant la Collectivité.
- Conseiller et assister la Directrice Générale des Services et les services communautaires sur les affaires juridiques, contentieuses et foncières, et assurer une veille générale dans ces domaines.
- Mettre en œuvre et suivre les dossiers d'assurances de la collectivité.
- Elaborer la cartographie des risques, notamment juridiques ; proposer les mesures de prévention ou correctives nécessaires ; réaliser le suivi annuel des actions en la matière.

• Secrétariat des Assemblées, finances et mise en œuvre des politiques communautaires

- En lien avec la DGS, piloter l'organisation et le suivi des instances communautaires (Bureau /Conseil, Commissions...) sur l'ensemble de la chaîne de procédure.
- Piloter le secrétariat général des assemblées, y compris l'organisation matérielle et juridique des séances du Conseil Communautaire.
- Participer aux Bureaux, aux Conseils Communautaires, aux Commissions de secteurs et autres instances décisionnelles si nécessaire.
- Elaborer le rapport d'activité et de développement durable annuel de la collectivité en coordonnant l'action des Services et des Directions pour produire et consolider les données.
- Contribuer aux respects de la réglementation en matière de déontologie et d'égalité femmes-hommes
- Participer à la définition des orientations stratégiques et des conditions de mise en œuvre des objectifs définis par les élus.
- En lien étroit avec la DGS et la Direction des Finances, piloter l'action budgétaire, dans une démarche d'efficience et d'optimisation des ressources internes, d'introduction des méthodes de Budget vert et de modernisation de l'organisation budgétaire de la collectivité.

• Management

- Piloter les missions confiées en construisant des relations de transversalité avec l'ensemble des Directions.
- En tant que membre du Comité de Direction, assister la DGS dans la gouvernance des directions de services, par l'animation du collectif et la contribution à son dynamisme.
- Assurer l'intérim de la Direction Générale des Services en l'absence de la DGS.

Profil recherché

- **Compétences / Connaissances requises :**

- Master en droit public
- Expérience sur un poste équivalent au sein de collectivités de même strate souhaitée
- Maîtrise de l'organisation territoriale
- Maîtrise des méthodes et outils de management
- Maîtrise du fonctionnement réglementaire des Collectivités locales (CGCT et code des marchés publics) et de leurs mécanismes décisionnels et budgétaires
- Aptitude à la conduite de projets transversaux, à l'animation et la conduite de réunions, à la mobilisation des ressources humaines
- aisance rédactionnelle et de synthèse

- **Qualifications personnelles :**

- Sens du service public, des responsabilités et des relations humaines
- Capacité à innover, impulser et mobiliser les moyens
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité de prévision et d'anticipation
- Force de proposition auprès des élus et de la DGS
- Rigueur, méthode et autonomie

Contraintes du poste

- Permis B obligatoire, déplacement sur l'ensemble du territoire

Conditions

- Recrutement titulaire ou sur contrat de droit public de 36 mois – Poste non fonctionnel
- Poste à temps complet, basé à FIGEAC, à pourvoir au 9 mars 2026.
- Rémunération statutaire + régime indemnitaire + nouvelle bonification indiciaire (fonctionnaire uniquement) + avantages sociaux (titres-restaurant, participation mutuelle, CNAS)
- Régime d'astreinte
- Travail à 39h35 sur 5 jours du lundi au vendredi avec 25 jours de congés et 24,5 jours de RTT
- Possibilité de télétravail un jour par semaine (à partir de 6 mois d'ancienneté)

Envoi des candidatures

Dossier de candidature (lettre de motivation, CV, copie du diplôme, dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires) à adresser :

- par mail à recrutement@grand-figeac.fr
- ou par courrier à Monsieur Vincent LABARTE, Président du Grand-Figeac, 2 rue Germain Petitjean, 46100 FIGEAC

jusqu'au 15 janvier 2026 inclus.

Après présélection sur dossier de candidature, un entretien avec le jury de recrutement sera proposé aux personnes retenues.

Date prévisionnelle des entretiens : le jeudi 5 février 2026 – Matin

Nous vous rappelons que conformément au principe d'égalité d'accès à l'emploi public, cet emploi est ouvert à tous les candidats remplissant les conditions statutaires requises, définies par le code général de la fonction publique et le décret régissant le cadre d'emplois correspondant. Nous vous rappelons toutefois, qu'à titre dérogatoire, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi par voie contractuelle.